



LE POINT

SUR...

61F0019XIF

Vol. 3, N° 3

ENTREPRENEURS AUTOCHTONES DU CANADA — PROGRÈS ET PERSPECTIVES

L'article suivant fût rédigé et publié par Industrie Canada et reproduit ici avec une autorisation. Il est basé sur le rapport spécial du Moniteur micro-économique : «Entrepreneurs autochtones du Canada – Progrès et perspectives», une collaboration entre la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique du ministère, ainsi que du programme Entreprise autochtone Canada. Le rapport combine les conclusions provenant de deux sources de Statistique Canada : Le Recensement de la population de 1996 et l'Enquête sur les entreprises autochtones de 1996 (EEA). L'EEA fût administré à un échantillon de quelques 2 500 propriétaires d'entreprises autochtones à travers le Canada.

Les entreprises appartenant à des Autochtones forment un secteur dynamique de plus en plus présent dans la société canadienne. Le Canada compte aujourd'hui plus de 20 000 Amérindiens, Métis et Inuit qui possèdent leur propre entreprise. Bien établis dans les industries primaires et traditionnelles, les entrepreneurs autochtones sont de plus en plus nombreux à exercer leurs activités dans des domaines axés sur le savoir. À de nombreux égards, ils s'engagent donc ainsi dans la voie d'un avenir économique plus prometteur.

Selon le recensement de 1996, le Canada comptait 20 195 travailleurs indépendants autochtones, 170 % de plus qu'en 1981.* Pendant la même période, le nombre de travailleurs indépendants dans l'ensemble de la population canadienne a augmenté d'à peine 65 %. À l'instar du travail indépendant, la population autochtone a augmenté rapidement : elle a affiché un accroissement de 63 % entre 1981 et 1996, contre seulement 17 % pour l'ensemble de la population canadienne.

La répartition géographique des entreprises autochtones reflète celle de la population. La figure 1 illustre la répartition des entreprises autochtones dans les milieux urbains et ruraux du Canada ainsi que dans les provinces et les territoires. Deux entreprises autochtones sur trois se trouvent à l'ouest de l'Ontario et plus de 50 % sont établies en milieu urbain.

La proportion d'adultes autochtones propriétaires d'entreprise, bien qu'elle progresse déjà rapidement, doit augmenter plus rapidement encore pour se rapprocher de la moyenne canadienne. À l'heure actuelle, 3,9 % des adultes autochtones (15 ans ou plus) possèdent une entreprise, comparativement à la moyenne canadienne de 7,9 %. En outre, on observe des écarts dans l'ensemble du marché du travail autochtone. Ainsi, le taux de chômage au sein de la population autochtone atteignait 24 % en 1996, soit un taux nettement supérieur à la moyenne canadienne de 10,1 %. Néanmoins, le taux de participation à la population active, qui se situe à environ 90 % du taux de 65,5 % observé pour l'ensemble de la population canadienne, semble indiquer que les Autochtones sont très intéressés à trouver du travail.

Malgré le nombre relativement peu élevé d'entreprises, le secteur des entreprises autochtones fournit une grande proportion des emplois aux Autochtones en plus d'employer d'autres

* À la suite de changements à travers le temps de la nature des statistiques du recensement recueillies sur les personnes autochtones, des précautions devraient être prises lors de comparaisons. Cependant, les résultats du recensement de 1981 et ceux du recensement de 1996 peuvent être utilisés pour effectuer des comparaisons approximatives des tendances générales.

LE POINT SUR...

Comment est Le Point sur... pour vous?

L'avenir de cette publication est présentement en révision, et nous désirons savoir ce que vous en pensez. Veuillez envoyer vos commentaires à jamie.brunet@statcan.ca

Dans le présent numéro...

Entrepreneurs autochtones du Canada – Progrès et perspectives

Quoi de neuf?

Information provenant des différentes divisions

Enquête sur les anticipations à court terme

Septembre 1999

Also available in English

Prochain numéro disponible en mars 2000

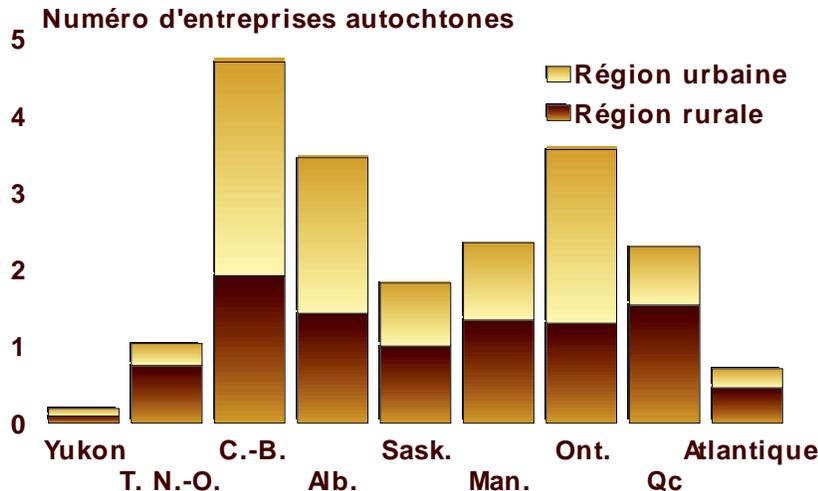


Statistique Canada

Statistics Canada

Canada

Figure 1 : Entreprises autochtones au Canada, 1996



Source : Recensements de 1981 et de 1996.

Canadiens. L'enquête sur les entreprises autochtones de 1996, menée pour Industrie Canada par Statistique Canada, a révélé des similitudes remarquables entre les entreprises autochtones et l'ensemble des entreprises canadiennes sur plusieurs plans, dont celui de la structure de l'emploi. Par exemple, 46 % des entreprises autochtones font appel à des employés permanents à temps plein, comparativement à 40 % de l'ensemble des entreprises canadiennes. D'après la structure moyenne de l'emploi dans les entreprises autochtones qui ressort de l'enquête, la création de 12 710 entreprises autochtones supplémentaires à compter de 1981 aurait pu générer 48 500 emplois pour des Autochtones et 18 000 pour d'autres Canadiens.

Les Autochtones vivant dans les collectivités rurales isolées éprouvent des difficultés en raison de leur éloignement des marchés et de nombreux services. L'utilisation de technologies qui réduisent les coûts à assumer pour faire des affaires à distance vient atténuer ces difficultés. Internet, par exemple, devient un outil clé pour surmonter les obstacles de distance, accéder à l'information commerciale et joindre les personnes-ressources, et il permet la pleine participation des Autochtones à l'économie et à la société du savoir. Toutefois, à peine 6 % des entreprises autochtones sont actuellement raccordées à Internet, comparativement à environ 31 % de l'ensemble des entreprises.

Interrogés pour les besoins de l'enquête, les entrepreneurs autochtones les plus prospères ont indiqué que leurs priorités pour connaître le succès en affaires consistent à apporter des améliorations aux aspects suivants :

- compétences en gestion (89 %);
- productivité (88 %);
- innovation (76 %);
- financement (74 %);
- formation des employés (67 %), et;
- expansion des marchés (67 %).

L'amélioration de la productivité et les efforts déployés au chapitre de l'innovation se traduisent directement par le succès des entreprises autochtones. Selon l'enquête sur les entreprises autochtones, 50 % des entreprises autochtones les plus prospères¹ ont lancé de nouveaux produits ou services au cours des trois dernières années, comparativement au tiers de l'ensemble des entreprises autochtones. En outre, 44 % des entreprises autochtones les plus prospères ont adopté de nouveaux procédés. Si l'innovation est la clé du succès, les entreprises autochtones sont encore à la traîne dans les domaines technologiques tels que l'utilisation des ordinateurs. L'enquête a révélé qu'à peine 35 % des entreprises autochtones ont un ordinateur, tandis que la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante signale que 84 % de ses

membres en utilisent. Toutefois, l'utilisation des ordinateurs est similaire pour les grandes entreprises, autochtones ou non, comptant au moins cinq employés.

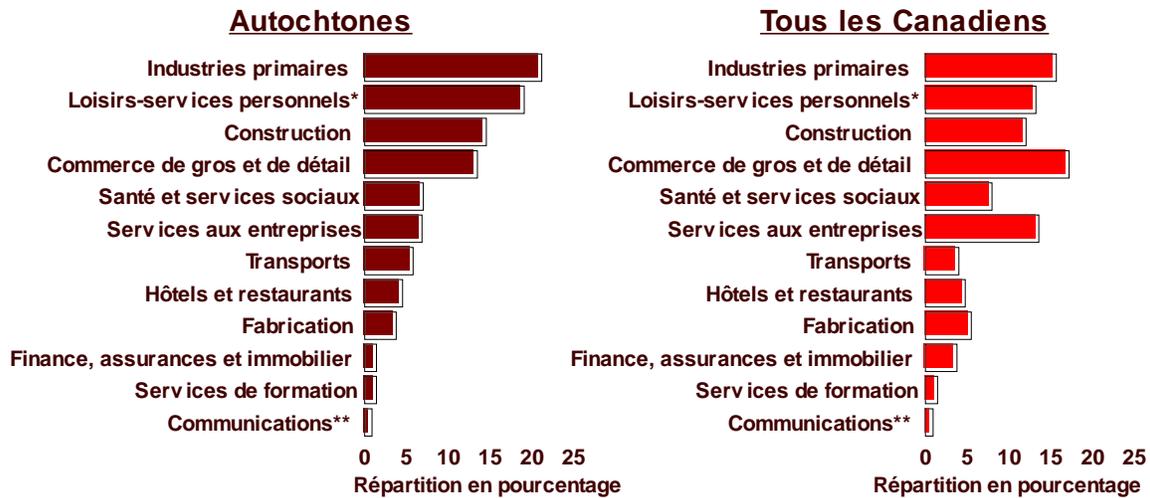
Les entrepreneurs autochtones exercent leurs activités dans un large éventail de secteurs, depuis le secteur primaire jusqu'à ceux de la fabrication et des services (figure 2). Les industries « traditionnelles » telles que la pêche et le piégeage, l'agriculture et les travaux donnant lieu à des contrats d'entreprise, comme l'excavation et la plomberie, sont encore très présentes. Cependant, les entrepreneurs autochtones commencent à se tailler une place dans les secteurs de la « nouvelle économie » à forte concentration de connaissances. De fait, dans les milieux d'affaires autochtones, les secteurs fortement axés sur les connaissances, comme les services aux entreprises, ont affiché un taux de croissance annuelle de 9,2 % entre 1981 et 1996, contre 4,8 % dans le cas des industries primaires.

Fait remarquable, 19 % des entreprises autochtones se sont déclarées actives sur les marchés d'exportation. Au moins 6 % des entreprises autochtones concentrent leurs efforts sur l'exportation. Par ailleurs, les exportations autochtones proviennent de tous les secteurs de l'économie, notamment les transports, les marchandises vendues au détail, les services et les produits de base. Selon une enquête restreinte menée par le "Trent Aboriginal Education Council" de l'Université Trent auprès des entreprises autochtones à forte concentration de savoir, 29 % d'entre elles étaient présentes sur les marchés d'exportation.

Environ la moitié des entrepreneurs autochtones estiment avoir un accès insuffisant au financement, aussi bien par capitaux propres que par emprunt, mais les répondants ont signalé plus souvent des problèmes au chapitre du financement par capitaux propres. Il n'y a là rien d'étonnant compte tenu du niveau de revenu inférieur des Autochtones, qui ont gagné en moyenne 17 382 \$ en 1995, comparativement à une moyenne de 26 474 \$ pour l'ensemble des Canadiens. L'insuffisance de ressources personnelles et de garanties ainsi que l'absence d'institutions financières dans de nombreuses collectivités autochtones constituent des obstacles de taille à l'accès au financement. Les entrepreneurs autochtones ont indiqué que leurs principales sources de financement par emprunt sont les banques et les sociétés de fiducie (47 %), les sociétés de développement autochtones (24 %) et le gouvernement fédéral (15 %).

¹ Les entreprises autochtones considérées comme prospères sont celles qui ont été rentables en 1995, ont augmenté leurs ventes en 1996 par rapport à 1995 et prévoyaient une augmentation de leurs bénéfices pour les deux années à venir.

Figure 2 : Répartition des entreprises, 1996



* Comprend les divertissements, les loisirs, les services personnels et domestiques, ainsi que les organisations membres et divers autres services. ** Comprend les services publics.
Source : Recensement de 1996.

L'éducation devient un facteur de succès de plus en plus déterminant, en particulier dans les nouveaux domaines de l'économie du savoir. Les Autochtones gagnent du terrain au chapitre de la scolarité, car un nombre accru de personnes du groupe de 20 à 29 ans obtiennent un diplôme d'études postsecondaires. La proportion d'Autochtones qui étudient dans des disciplines comme le génie, les sciences, les mathématiques et le commerce a également augmenté. Les jeunes Autochtones se tournent vers les études axées sur la « nouvelle économie ». Alors que les jeunes améliorent leur niveau de scolarité, les Autochtones adultes perfectionnent leurs compétences : 44,7 % des Autochtones fréquentant un établissement d'enseignement supérieur sont âgés de 25 ans ou plus, comparativement à 14,3 % pour l'ensemble de la population canadienne.

La création de débouchés viables sera essentielle à la prospérité future des Autochtones et à l'amélioration de leurs perspectives d'emploi. Les entrepreneurs âgés de moins de 30 ans forment près de 19 % des travailleurs indépendants autochtones, contre 10 % de l'ensemble des entrepreneurs canadiens de ce groupe d'âge, ce qui témoigne d'un véritable esprit d'entreprise chez les jeunes Autochtones.

En outre, l'enquête sur les entreprises autochtones a révélé que la stabilité, la rentabilité et un emploi pour eux-mêmes et

pour leur famille constituent les principaux objectifs des propriétaires d'entreprise autochtones. Environ les trois quarts des Autochtones propriétaires d'entreprise ont déclaré poursuivre ces objectifs. Par comparaison, un peu plus de la moitié d'entre eux ont affirmé que le service à la collectivité constitue à leurs yeux un objectif primordial. Bien que le mode de vie et le contexte familial entrent en jeu, ces réponses semblent indiquer que les entreprises autochtones adoptent souvent une approche pratique fondée sur les résultats.

Dans l'ensemble, les entreprises autochtones ont affiché une croissance impressionnante au cours des 15 dernières années. Plusieurs raisons incitent à l'optimisme quant à la croissance future et, s'il reste des écarts, les études récentes font ressortir un large éventail de domaines où les caractéristiques des entrepreneurs autochtones et les possibilités qui s'offrent à eux pour l'avenir sont dans bien des cas les mêmes que pour l'ensemble des entrepreneurs canadiens.

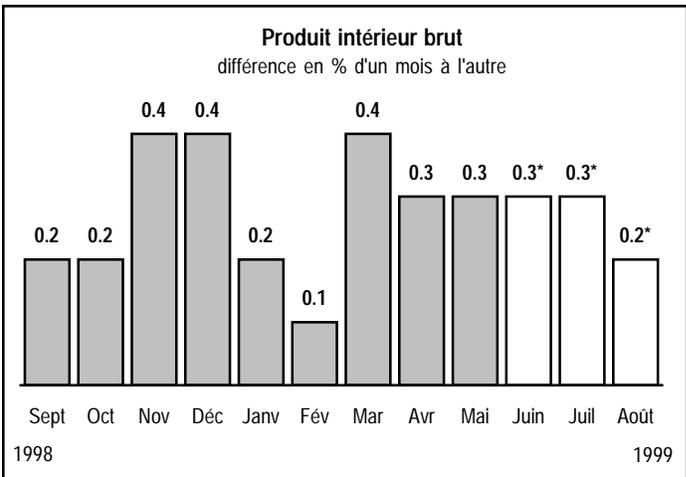
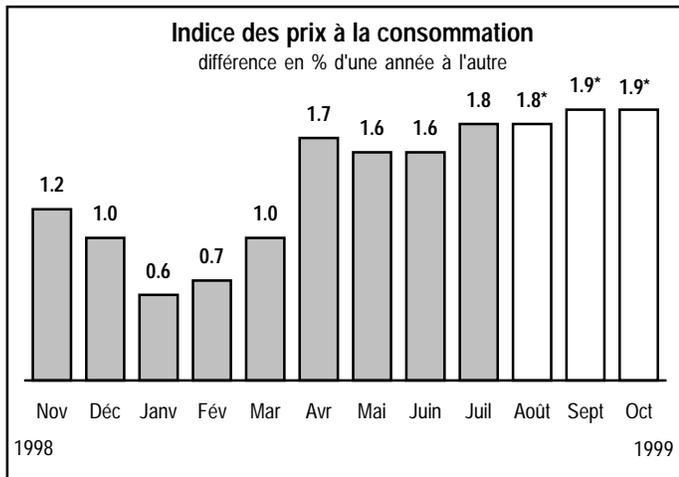
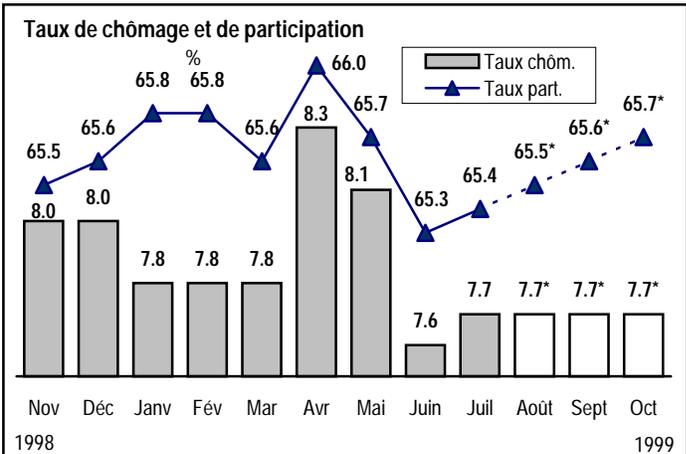
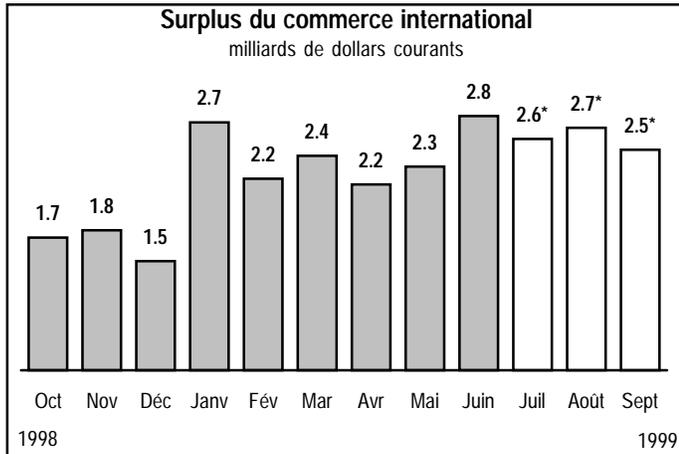
Le présent article a été préparé et soumis par Gary Sawchuk, Analyse Micro-économique, et Pamela Christie, (ancienne-ment de) Entreprise autochtone Canada, Industrie Canada.

Pour plus d'information à ce sujet ou sur des sujets connexes, les lecteurs et lectrices seront intéressés(es) au site Internet d'entreprise d'Industrie Canada STRATEGIS [<http://strategis.ic.gc.ca>]. Tout particulièrement, notez le « Moniteur micro-économique », une publication (trimestrielle) relatant les conditions économiques trimestrielles. Le rapport du premier trimestre de 1998 contient l'article intégral « Entrepreneurs autochtones du Canada – Progrès et perspectives » [http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/engdoc/04aa.html]. Contactez Gary Sawchuk [sawchuk.gary@ic.gc.ca] ou (613) 941-0640.

Également, « Caractéristiques et stratégies de croissance des entreprises autochtones » est un document de travail publié dans le cadre du programme de travaux de recherche d'Industrie Canada. Le document explore les facteurs critiques nécessaires au succès des entrepreneurs autochtones. Contactez Someshwar Rao (613) 941-8187.

Ces travaux sont également disponibles auprès de Entreprise autochtone Canada [abc.ottawa@ic.gc.ca]; (613) 954-4064.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES



* Valeurs moyennes anticipées de l'Enquête sur les anticipations à court terme
Note : Toutes les données sont désaisonnalisées, à l'exception de l'indice des prix à la consommation

ENQUÊTE SUR LES ANTICIPATIONS À COURT TERME

L'enquête sur les anticipations à court terme est une enquête effectuée mensuellement auprès d'un groupe d'analystes économiques des différentes provinces afin d'obtenir une vue représentative de l'économie canadienne.

Les analystes émettent des prévisions sur la variation d'une année à l'autre de l'indice des prix à la consommation (IPC), des taux de chômage et d'activité, du niveau d'exportations et d'importations de marchandises, de même que sur les variations mensuelles du produit intérieur brut (PIB). Ils fournissent des estimations des différents indicateurs économiques pour les trois mois suivants.

Les questionnaires sont préparés et faxés mensuellement à chacun des analystes à travers le pays. Ceux-ci possèdent approximativement une semaine pour faire parvenir leurs prévisions. Les réponses sont ensuite compi-

lées et comparées aux données actuelles. Une analyse est produite à partir des résultats et est publiée dans *Le Quotidien* la semaine suivante.

Les graphiques suivants démontrent les données historiques actuelles ainsi que les moyennes des données anticipées pour les quatre principaux indicateurs économiques inclus dans l'enquête.

Surveillez les résultats de *L'enquête sur les anticipations à court terme* qui sont publiés la première semaine de chaque mois dans *Le Quotidien*. Visitez notre site web pour voir une nouvelle parution du *Le Quotidien* chaque les jours ouvrables à www.statcan.ca Pour information au sujet de cette enquête, veuillez contacter :

Jamie Brunet, Division des petites entreprises et enquêtes spéciales (613) 951-6684 jamie.brunet@statcan.ca

QUOI DE NEUF?

Être branché ou ne pas l'être: croissance de l'utilisation des services de communication par ordinateur

On parle de communications par ordinateur lorsqu'on met un ordinateur en liaison avec un réseau de communication pour avoir accès à des informations sur Internet, pour envoyer et recevoir des messages par courrier électronique ou encore pour utiliser des services bancaires électroniques. Le présent article s'appuie sur de nouvelles données pour 1998, en vue de mettre à jour les estimations antérieures de la proportion de ménages canadiens qui utilisent régulièrement les communications par ordinateur, et comporte une analyse du rapport entre l'utilisation et le lieu de l'utilisation, le revenu

du ménage et d'autres facteurs démographiques. Il examine en outre l'augmentation du niveau de branchement des ménages au cours de la dernière année, ainsi que le temps consacré à l'utilisation de la communication par ordinateur à la maison, pour une gamme variée de services accessibles grâce à Internet.

Auteurs

Paul Dickinson et Jonathan Ellison,
(613) 951-5882, ellijon@statcan.ca
Division de la science, innovation et information électronique

Les défis auxquels font face les fournisseurs de services Internet du Canada (FSI); un portrait d'une enquête des FSI

Cet article se concentre sur les caractéristiques des «principaux FSI», qui sont, des firmes rapportant que 50% ou plus de leurs revenus provient d'activités de FSI. Il jette un regard sur les défis auxquels font face les FSI incluant les barrières à s'accroître, compétitionnant dans le secteur Internet, les plaintes et les pratiques concernant le contenu et la conduite offensive, ainsi que les perceptions des FSI de ce qui est important pour leurs clients. Ces items sont analysés après avoir classifié les FSI en quatre différentes catégories de taille, permettant de voir toutes différences de perception ou de conduite entre les différentes taille de FSI.

Auteurs

Norah Hillary, (613) 951-8711
hillnor@statcan.ca
Gord Baldwin, (613) 951-0407
baldgor@statcan.ca
Division des industries de service

Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada

N° 21-006-XIF au catalogue

La division de l'agriculture de Statistique Canada publie une série de bulletin en collaboration avec le Secrétariat rural, Agriculture et Agroalimentaire Canada, destiné à présenter les tendances observées dans les régions rurales du Canada. Les bulletins suivants sont disponibles gratuitement sur le site Internet à www.statcan.ca ou peuvent être commandés au 1-800-465-1991.

Tendances géographiques du bien-être socio-économique des collectivités des premières nations

Le bulletin intitulé *Tendances géographiques du bien-être socioéconomique des collectivités des premières nations* indique que ce sont les collectivités des premières nations des Prairies et du Bouclier canadien qui vivent d'ordinaire dans les pires conditions d'instruction, d'habitation, d'emploi et de revenu. La situation des collectivités des régions méridionale et côtière de la Colombie-Britannique et du sud de l'Ontario est relativement bonne. De 1986 à 1996, les tendances géographiques du bien-être socio-économique des collectivités des premières nations n'ont guère évolué. Celles-ci paraissent mal intégrées à la société et à l'économie non autochtones qui les entourent, du moins si on parle d'une intégration réciproquement avantageuse. Sur le plan de l'emploi, du revenu et de l'habitation, les liens de corrélation sont ténus entre les collectivités des premières nations et les collectivités non autochtones avoisinantes. Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :

Robin P. Armstrong, (613) 951-4995
Télécopieur : (613) 951-0387
armsrob@statcan.ca

Utilisation de l'ordinateur et d'Internet par les membres des ménages ruraux

Le bulletin intitulé *Utilisation de l'ordinateur et d'Internet par les membres des ménages ruraux* indique que la proportion des habitants des régions rurales et des petites villes ayant un ordinateur à la maison est passée de 14 % en 1989 à 22 % en 1994. La plus forte augmentation s'est produite dans le cas des personnes ayant au moins un diplôme d'études secondaires et de celles faisant partie d'un ménage dont le revenu total était supérieur de 40 000 \$ ou plus. En 1989, 12 % des résidents des régions rurales et des petites villes se servaient d'un ordinateur au travail. En 1994, la proportion était de 17 %. Parmi ces personnes, 40 % étaient touchées par l'arrivée de l'ordinateur dans leur lieu de travail. Les deux tiers ont mentionné avoir besoin, en raison de l'arrivée de l'ordinateur, d'un plus haut niveau de compétence pour effectuer leur travail. En 1997, dans 29 % des ménages ruraux, un des membres avait utilisé la télématique au moins une fois (à partir d'un lieu ou d'un autre). Dans 10 % des ménages ruraux, une personne avait, au cours d'un mois type, utilisé la télématique à partir de la maison. Le furetage et le courrier électronique étaient les

utilisations les plus fréquentes, tandis que le magasinage ou les services bancaires informatisés étaient bien moins courants. Seulement 3 % des ménages ruraux ont signalé avoir utilisé, au cours d'un mois type, la télématique pour les besoins d'un travail indépendant. Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :
Ray D. Bollman, (613) 951-3747
Télécopieur : (613) 951-3868
bollman@statcan.ca

Les facteurs associés à la croissance économique locale

Le bulletin intitulé *Les facteurs associés à la croissance économique locale* révèle qu'un niveau de scolarité plus élevé des résidents d'une collectivité n'a que faiblement stimulé la croissance de l'emploi au cours des années 80. Les collectivités qui étaient plutôt spécialisées dans les emplois du secteur primaire et du secteur manufacturier traditionnel étaient relativement défavorisées dans les années 80. Le genre de région dans laquelle une collectivité était située avait des incidences importantes sur le taux de croissance économique locale. Les collectivités se trouvant dans des régions influencées par des centres métropolitains étaient favorisées par rapport aux autres collectivités. Un taux de chômage plus élevé dans certaines collectivités en 1981 n'indiquait pas une offre excédentaire de main-d'œuvre susceptible d'attirer les employeurs. En fait, la croissance des taux de rémunération était moins forte dans ces collectivités, qui ont ainsi pris plus de retard pendant les années 80. Au cours de la même décennie, les collectivités dont une plus grande part de la population avait de faibles revenus ont connu une croissance économique plus marquée que celle de la collectivité moyenne, par rapport à laquelle elles comblaient leur retard. Dans les années 80, les courbes de croissance des collectivités variaient beaucoup. De nombreuses collectivités ont connu une croissance économique malgré les facteurs relevés dans ce bulletin qui limitaient la croissance de la collectivité moyenne. Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :
Ray D. Bollman, (613) 951-3747
Télécopieur : (613) 951-3868
bollman@statcan.ca

À quelle distance se trouve le plus proche médecin?

Le bulletin intitulé *À quelle distance se trouve le plus proche médecin?* démontre qu'en 1993, le nombre de médecins par 1000 habitants dans les régions rurales et les petites villes du Canada était moins de la moitié

de ce qu'il était dans les grands centres urbains. Par ailleurs, les deux tiers des Canadiens des régions rurales et des petites villes habitaient à moins de 5 km d'un médecin. Environ 7 pour cent vivaient à plus de 25 km d'un médecin. Dans les lointaines collectivités nordiques, plus des deux tiers de la population habitaient à plus de 100 km d'un médecin. Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :
Russell Wilkins, (613) 951-4306
 wilkrus@statcan.ca

Les régimes de dépense des ménages ruraux et urbains, 1996

Le bulletin intitulé *Les régimes de dépense des ménages ruraux et urbains, 1996* démontre que les ménages ruraux et urbains consacrent à peu près la même proportion de leur budget à l'alimentation, à l'habillement et au logement, alors que les ménages ruraux dépensent davantage pour l'alimentation et moins pour le logement. L'éloignement des grands centres a

une influence sur les régimes de dépense des ménages ruraux. Ces derniers consacrent une plus grande part de leur budget au transport et une moindre part à certains services, par exemple la télédistribution et Internet, qui sont plus difficiles d'accès en milieu rural. Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :
Ray D. Bollman, (613) 951-3747
 Télécopieur : (613) 951-2848
 bollman@statcan.ca

Recueil statistique des études de marché – Édition 1999

N° 63-224-XPB au catalogue

La plus récente édition du *Recueil statistique des études de marché* est maintenant disponible. Il constitue une source complète de statistiques socio-économiques. Il s'adresse à tous ceux et celles qui s'intéressent au marché ca-

nadien de la consommation. Les données qu'il renferme sont utiles à la mise en marché des produits et services destinés aux consommateurs et aux entreprises. Elles permettent en effet de tracer le portrait des principales branches d'activités (y compris les petites entreprises) et des consommateurs dans toutes les provinces et dans quarante-cinq grandes villes. Les données sur le commerce international et les projections des tendances démographiques et économiques peuvent être très utiles aux entreprises qui désirent prendre de l'expansion ou d'élargir la gamme de leurs produits. Le *Recueil statistique des études de marché* fait état du marché canadien comme aucune autre source statistique ne le fait.

Pour commander, veuillez contacter la gestion de la circulation au 1-800-700-1033
 Télécopieur : 1-800-889-9734
 Internet : order@statcan.ca
 Au Canada : 125 \$ par numéro
 À l'extérieur du Canada : 125 \$ US par numéro.

PETITES ENTREPRISES ET ENQUÊTES SPÉCIALES

Branché À VOS BESOINS

Qui nous sommes et ce que nous faisons!

La Division des petites entreprises et enquêtes spéciales de Statistique Canada produit sur mesure des statistiques sur les entreprises pour répondre aux besoins des clients. Les sources pour ces projets sont soit des bases de données administratives, des enquêtes spéciales et/ou des appariements de données. La division produit également la publication annuelle *Recueil statistique des études de marché* et le bulletin trimestriel *Le Point sur...*

Bases de données administratives

Des requêtes spécifiques peuvent être traitées à partir des multiples bases de données administratives de Statistique Canada. Par exemple, une base de données longitudinales sur l'emploi et la masse salariale des entreprises est disponible ainsi que des données financières à partir de fichiers de revenus d'impôt pour la création de tableaux et de profils historiques.

Projets d'appariement de données

Ces projets consistent en l'appariement de deux ou plusieurs sources de données afin d'obtenir de l'information additionnelle. Ces appariements peuvent être faits entre des bases de données administratives et/ou divers fichiers d'enquêtes.

Enquêtes spéciales

Notre groupe réalise des enquêtes d'entreprises sur mesure pour répondre à vos besoins en matière de données qui ne sont pas déjà disponibles ailleurs à Statistique Canada. Nos gérants de projets travaillent avec vous du début à la fin pour produire des données actuelles sur un nouveau sujet ou sur un secteur d'activités spécifique à vos intérêts. Vous obtenez des réponses statistiques à vos objectifs par l'entremise d'un processus fiable et rigoureux similaire à celui des enquêtes courantes de Statistique Canada.

Publications

Le *Recueil statistique des études de marché* présente des statistiques sur une vaste gamme de caractéristiques sociales et économiques de la société canadienne. Le bulletin trimestriel *Le Point sur...* examine les récents développements des secteurs de l'industrie canadienne.

Vous voulez en savoir davantage?

Pour de plus amples renseignements communiquez avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près sans frais au 1 800 263-1136 ou la gestionnaire de la division au basspen@statcan.ca



STATISTIQUE CANADA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE 2000

15 ET 16 MAI 2000

CENTRE DES CONGRÈS D'OTTAWA
55, PROMENADE COLONEL BY
OTTAWA (ONTARIO)
CANADA

HORIZONS EN EXPANSION : LE CANADA À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE



DEMANDE DES COMMUNICATIONS

Date limite :
le 15 octobre 1999

La conférence économique annuelle de Statistique Canada est une tribune d'échange des résultats de recherches empiriques entre les entreprises, les gouvernements, les chercheurs et les organisations syndicales. Pour la Conférence 2000, les auteurs sont invités à soumettre des communications sur le thème *Horizons en expansion : le Canada à l'échelle internationale*.

Si l'économie canadienne a toujours été une économie ouverte, elle est maintenant plus largement et plus étroitement liée à celle du reste du monde. Les flux transfrontaliers de biens, services, de capitaux et de personnes ont des répercussions profondes, et notre attention se porte plus que jamais auparavant sur la place des institutions, des marchés et des programmes canadiens par rapport à d'autres pays.

Les conférenciers seront invités, lors de séances plénières, à comparer la situation canadienne à celle d'autres pays et à discuter des enjeux découlant des flux internationaux de toutes sortes. Les participants à la conférence discuteront des recherches connexes dans le cadre d'ateliers individuels portant sur les sujets suivants :

- **Comparaisons internationales** : distribution du revenu, état de santé, niveau d'alphabétisation, rémunération, qualité de l'environnement, rôle du secteur public, développement rural, taux d'incarcération, taux d'inscription scolaire, tendances des revenus agricoles, productivité, caractéristiques des entreprises, tendances relatives de l'emploi autonome, programmes sociaux et filets de sécurité, taux d'utilisation de la capacité de production, et parités du pouvoir d'achats, etc.;
- **Investissements internationaux et flux financiers** : placements de portefeuille et investissements directs, intégration des marchés de capitaux internationaux, prises de contrôle et fusions, investissements technologiques selon la branche d'activité, dépenses en immobilisations selon le pays de contrôle, répercussions de l'inflation sur les flux financiers, investissements canadiens à l'étranger, taux de change du dollar canadien, etc.;
- **Commerce international** : prix des marchandises, croissance des échanges de services, impact du commerce électronique, changements dans la part du marché international, rôle des infrastructures dans la croissance des exportations, répercussions des nouvelles technologies sur le transport, répercussions des subventions et des accords commerciaux, déréglementation du transport, et liens entre le commerce et les investissements, etc.;
- **Flux de population** : intégration des nouveaux immigrants, exode et afflux des cerveaux, reconnaissance des diplômés étrangers, diversification de la population canadienne, entrepreneurs immigrants, pays d'origine des immigrants, immigration et croissance démographique, et résidents temporaires à l'étranger, etc.

Contenu des communications : Titre, résumé de 200 mots et nom et adresse de l'auteur et tous les coauteurs

Échéances : Résumé : le 15 octobre 1999
Communication : le 31 mars 2000

Veillez envoyer vos communications à :

Jocelyne Lepage
Coordinatrice
Conférence économique 2000
Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail
Statistique Canada
Immeuble Jean-Talon, 9e étage, section A-8
Ottawa (Ontario)
Canada
K1A 0T6

Téléphone : (613) 951-1135

Télécopieur : (613) 951-4179

C.É. : Lepajoc@statcan.ca

Internet : www.statcan.ca



LE POINT SUR...

Bulletin d'information de Statistique Canada sur les tendances et les statistiques touchant les échanges commerciaux
Publié par le Secteur de la statistique du commerce et des entreprises, sous la responsabilité du ministre chargé de Statistique Canada. Prière de faire mention de Statistique Canada chaque fois que vous reproduisez ou citez l'une ou l'autre des parties du présent document. © Minister of Industry, 1997

Prix

Internet: GRATUIT WWW.STATCAN.CA

Papier (au Canada): 40 \$ par numéro
100 \$ par abonnement (4 numéros)

Papier (à l'extérieur du Canada):
40 \$ US par numéro
100 \$ US par abonnement (4 numéros)

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Cette publication a été produite par :

Division des petites entreprises et enquêtes spéciales, Statistique Canada
10-C4, Édifice Jean Talon, Pré Tunney
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
Téléphone : (613) 951-6684
Télécopieur : (613) 951-1572
Courrier électronique :
jamie.brunet@statcan.ca

Vos commentaires sont toujours bienvenue.
Remerciements particuliers à toutes les divisions qui ont contribué à la production de cette publication

Also available in English

POUR COMMANDER

COURRIER

Division des petites entreprises
et enquêtes spéciales
Statistique Canada
120, avenue Parkdale
Édifice Jean Talon, C4
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
(veuillez écrire en majuscules)

Nom: _____

Titre: _____

Organisation: _____

Adresse: _____

Ville: _____ Province: _____ Code postal: _____

Téléphone: _____ Télécopieur: _____

Courrier électronique: _____

TÉLÉCOPIEUR

(613) 951-1572
VISA, MasterCard et bon de commande
seulement. Veuillez ne pas envoyer de
confirmation. Le bon télécopié tient
lieu de commande originale.

MODE DE PAIEMENT

(Chochez une seule case)

Veuillez débitier
mon compte:

Visa

MasterCard

Numéro de carte _____

Date d'expiration _____

Détenteur de la carte (en majuscules s.v.p.) _____

Signature _____

Paiement inclus \$ _____

Numéro du bon
de commande _____
(veuillez joindre le bon)

Signature de la personne autorisée _____

Numéro au catalogue	Titre	Édition demandée ou inscrire «A» pour les abonnements	Prix (Les prix n'incluent pas la taxe de vente)		Quantité	Total \$
			Canada \$	Extérieur du Canada US\$		
61F0019XPE	Insights On...					
61F0019XPF	Le Point sur...					
Note: Les prix au catalogue pour les clients de l'extérieur du Canada sont données en dollars américains. Les clients de l'extérieur du Canada paient le montant total en dollars US tirés sur une banque américaine.			SOUS-TOTAL			
L'abonnement commencera avec le prochain numéro diffusé.			TPS 7% (clients canadiens seulement, s'il y a lieu)			
Les clients canadiens paient en dollars canadiens et ajoutent soit la TPS de 7% et la TVP en vigueur, soit la TVH.			TVP en vigueur (clients canadiens seulement, s'il y a lieu)			
Le chèque ou mandat poste doit être établi à l'ordre du Receveur général du Canada.			TVH en vigueur (N.-É., N.-B., T.-N.)			
Numéro d'enregistrement de la TPS: R121491807			GRAND TOTAL			